

# Défendre l'école publique

**La très grave crise que nous traversons suscite partout des inquiétudes tant il est vrai qu'elle révèle la faillite de tout un système, celui de la quête sans fin de profits en dehors de toute rationalité économique et sociale. Loin de s'interroger, de remettre en cause les dogmes libéraux qui nous conduisent à l'abîme, le gouvernement enfonce le clou.**

**D'abord en volant au secours des banques à concurrence de 360 milliards d'€ (le budget de l'éducation nationale est de 63 M€ toutes dépenses confondues), sans maîtrise publique sur l'utilisation de ces fonds qui vont alimenter l'incendie financier.**

**Ensuite en profitant de « l'aubaine » de cette crise pour justifier l'austérité budgétaire, notamment pour notre système éducatif, et tenter d'imposer de force en France comme partout ailleurs, le même modèle, forcément libéral.**

## **Ecole, le copier/coller libéral de Sarkozy et Darcos**

Loin de penser l'école dont nous avons besoin, le gouvernement profite de ce qui ne fonctionne pas pour tout casser et pour appliquer ici et là en main, le projet mis en place par tous les gouvernements libéraux du monde entier.

## **Dénonçons les arnaques !**

La scolarité est de plus en plus décisive pour l'avenir des enfants. Les diplômes sont la meilleure arme contre le chômage, surtout en temps de crise. Depuis les origines de l'école publique, des avancées ont eu lieu : dans toutes les classes sociales, on étudie plus longtemps et plus de choses que les générations précédentes. Mais les inégalités demeurent : la proportion de familles privilégiées est plus grande dans les filières longues et élitistes ; les chances de s'approprier les savoirs ne sont toujours pas égales.

Face à ce constat, derrière les mensonges, la politique injuste de la droite et du patronat forme un projet d'ensemble :

- conduire 50% d'une génération au niveau Licence (bac+3) pour former des serviteurs dociles de l'économie capitaliste ... sans que cette formation fasse réfléchir trop et réclamer de bons salaires... ils veulent aussi dépenser le moins possible pour les autres 50%... Former ainsi à moindre coût une partie seulement d'individus « rentables » nous enfoncerait dans la crise économique et le gâchis humain sans avenir.
- mort annoncée des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RAZED) animés par des enseignants spécialisés et formés précisément pour ces problématiques.
- réforme du lycée pour « orienter » tous ceux qui dépassent les 50%, comme si l'école devait être une machine à éliminer plutôt qu'à faire progresser.
- affaiblissement qualitatif du bac pro passant de 4 à 3 ans.
- au collège et à l'école élémentaire réduction du socle commun (objectifs pédagogiques à plusieurs vitesses) et renvoi hors l'école du traitement de la difficulté scolaire : inutile pour la droite

**JEUDI 20 NOVEMBRE**

**Journée d'action pour la défense du service public de l'éducation nationale.**

Le PCF sera présent, notamment dans la manifestation parisienne (Rendez-vous à 14h00 au métro Port-Royal).

## **COLÈRE DES LYCÉENS**

Les lycéens ne sont pas dupes : menaces sur le baccalauréat, diminution des heures en histoire-géo, poursuite de la suppression des postes d'enseignants,... Les opérations de communication du ministre sont un écran de fumée qui ne masque plus la réalité. M. Darcos en a fait la douloureuse expérience le week-end dernier, hué par bon nombre des 600 délégués lycéens qu'il avait réunis pour jouer son habituelle partition de manipulateur.



**PCF**  
Parti communiste français

de donner à tous les élèves les mêmes outils de pensée.

- suppression de l'école maternelle qui prépare à l'entrée au CP ; suppression de la carte scolaire et du mélange des populations ; suppression de 3.000 postes d'enseignants qui font du soutien ; suppression de la formation des enseignants, du nombre de postes et du statut de fonctionnaire : tout cela est logique pour ceux qui ne veulent pas d'une égalité d'enseignement !
- obligation faite aux villes et départements par les nouvelles lois de financer les écoles privées quand la droite organise la pénurie du public : et ce serait aux familles de payer par l'impôt !
- diminution du temps de classe (samedi matin) pour enseigner davantage de savoirs (langue étrangère, etc.) : aux familles qui savent ou qui peuvent payer de compléter puisque l'enseignant ne pourra pas tout faire !

## **Imposons un autre projet pour l'école, plus juste, pour un progrès de toute la société**

Voici 5 grands axes pour un autre projet d'ensemble, lancés dans le livre « École : en quête d'avenir » publié par le réseau école du PCF.

### **1. Les mêmes apprentissages scolaires ambitieux pour tous**

L'école doit préparer les enfants à ce qui les attend en tant qu'adulte. Le monde de demain verra des inventions toujours plus élaborées, complexes : il faut donc former les élèves à maîtriser (comprendre et retenir) une grande gamme de savoirs qui développent des capacités de réflexion plus grandes. C'est un besoin pour tous les élèves, et pas seulement pour une partie d'entre eux. Enseigner une culture commune

à tous les futurs citoyens, c'est s'assurer que notre société sera soudée, fondée sur le partage et non pas sur la concurrence, le gâchis et le chaos du capitalisme.

*> Redynamisons la maternelle et tous les niveaux, allongeons la scolarité jusqu'à 18 ans, redéfinissons les programmes scolaires pour former des esprits critiques, curieux d'apprendre des connaissances diverses.*

### **2. Contre les inégalités : l'école à l'école**

Tous les élèves peuvent apprendre ce qui est enseigné, mais pas dans les conditions d'aujourd'hui, encore moins avec les réformes de la droite. D'autres conditions sont possibles :

*> Création d'un plan d'urgence contre les inégalités scolaires avec maintien du traitement de la difficulté scolaire dans la compétence de l'école. > Sur dix ans, finançons un programme de recherche pour comprendre l'échec scolaire, pour aider les professeurs et améliorer leur formation. > En 5 ans pré-recrutons chez les étudiants 150.000 enseignants et 45.000 personnels comme fonctionnaire d'État assurant le même objectif dans toutes les villes et formons les pour relever le défi de la réussite scolaire de tous les élèves.*

### **3. Le pouvoir de décision collective**

L'éducation à la citoyenneté est au cœur du processus éducatif, et les choix pour l'école concernent toute la société, tous les citoyens. Les établissements scolaires doivent être conçus, dans leur mode d'organisation et de fonctionnement, comme de véritables lieux d'exercice d'une démocratie participative et citoyenne pour tous les partenaires : personnels, parents, élèves et étudiants.

*> Création d'un réel statut de « bénévole associatif » pour les parents délégués ; > Statut de « Citoyen en formation » pour les élèves, impliquant les droits de réunion, d'association, d'expression*

*politique et syndicale > Prise en compte réelle des revendications pédagogiques et professionnelles des personnels éducatifs (enseignants et ATOSS)*

### **4. Diplôme = qualification = salaires augmentés. Sécurisons les parcours d'emploi et formation !**

La formation professionnelle ne doit pas seulement former au poste de travail, mais aussi à une réflexion plus large pour des changements de postes futurs.

*> Assurons et développons la reconnaissance des qualifications qu'apportent les formations scolaires et professionnelles (donc leur traduction en salaires revalorisés) dans les conventions collectives menacées.*

### **5. Des conditions matérielles et financières pour transformer l'école et la formation**

A l'inverse des projets de la droite, les 4 premiers axes de ce projet impliquent de changer l'école non pas pour la réduire, mais pour la relancer, pour lui faire passer un nouveau cap de démocratisation scolaire. Pour mettre en œuvre les propositions qui précèdent, il faut des moyens.

*> Doublons le budget de l'Éducation Nationale (de 63 Milliards d'euros aujourd'hui) pour éviter les inégalités de traitement entre les villes et les familles lors de la formation initiale. Avec quel argent ? On nous a longtemps raconté qu'il n'y avait pas d'argent et que les services publics en France et en Europe devaient être réduits. Mais aux dernières nouvelles, Sarkozy lâche 360 Milliards d'euros pour protéger les spéculateurs de la crise qu'ils ont provoquée.*

**Les communistes entendent travailler à bousculer la fatalité avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent. Il faut une véritable insurrection intellectuelle face à ce projet régressif. Ensemble, nous avons la force de penser et d'imposer une alternative.**

**Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe**

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse \_\_\_\_\_ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Courrier électronique : \_\_\_\_\_

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : [pcf@pcf.fr](mailto:pcf@pcf.fr) - W : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)